

REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN

MAITRISE D'OUVRAGE :

MAIRIE DE KERLOUAN

Rue de la Côte des Légendes

29 890 KERLOUAN

Tél: 02.98.83.93.13

MAITRISE D'OEUVRE :



A3 PAYSAGE, paysagiste dplg

72, rue Amiral Troude

29200 BREST

Tél : 02.98.33.25.25

Fax : 02.98.80.11.76

Courriel : s.cariou@a3-paysage.fr



B3i , BET VRD

105, rue de Siam

29200 BREST

Tél : 02.98.44.12.08

Fax : 02.98.80.27.89

Courriel : b3i.brest@b3i.fr

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C)

Marchés de travaux en procédure adaptée
Articles 26 et 28 du CMP

Date et heure limites de remise des offres :

Le vendredi 4 juillet 2014 à 12h00

PRESENTATION DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 1. ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 Etendue et mode de la consultation	3
2.2 Décomposition en tranches et lots	3
2.3 Compléments à apporter au C.C.T.P.	3
2.4 Options	3
2.5 Variantes	3
2.6 Délai d'exécution	3
2.7 Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.8 Délai de validité des offres	4
2.9 Propriété intellectuelle des projets	4
2.10 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense	4
2.11 Passation éventuelle d'un marché de reconduction	4
2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	4
2.13 Mesures particulières concernant l'organisation du chantier	4
ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES	4
3.1 Justification à produire quant aux qualités et capacités du candidat	5
3.2 Justification à produire pour l'analyse de l'offre faite par le candidat	5
ARTICLE 4. JUGEMENT DES OFFRES	7
4.1 Critères d'attribution	7
4.2 Rectification des offres	10
4.3 Choix du titulaire	10
4.4 Négociation	11
4.5 Classement	11
4.6 Généralités	11
ARTICLE 5. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER ET DE RECEPTION DES OFFRES	11
5.1 Modalités d'obtention du dossier	11
5.2 Modalités de réception des offres	11
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	12

ARTICLE 1. ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation se rapporte :

LA REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN : Aménagements Paysagers et réseaux fluides

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue et mode de la consultation

La présente **procédure adaptée** est soumise aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

2.2 Décomposition en tranches et lots

☞ Les travaux sont répartis en 1 lot : AMENAGEMENTS PAYSAGERS ET RESEAUX FLUIDES

Un même candidat ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

2.3 Compléments à apporter au C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au C.C.T.P. Les travaux seront exécutés conformément aux plans et pièces écrites constituant le marché et suivant les directives du maître d'œuvre. Ils seront réglés d'après les attachements faits en cours et fin de travaux à l'aide des prix unitaires figurant au bordereau de prix.

2.4 Options

Il y a deux options :

Option 1 : **Taille/élagage raisonnée des conifères existants**

Option 2 : **Cloutage du terrain naturel de deux parcelles supplémentaires**

2.5 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

2.6 Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximal des travaux est fixé à 2 mois.
L'entreprise proposera son délai d'intervention dans son acte d'engagement.

La date prévisionnelle de début des travaux est prévue pour **OCTOBRE 2014**

2.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de transmettre au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail apportées au dossier de consultation ainsi que des renseignements complémentaires éventuels portant sur les cahiers des charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.9 Propriété intellectuelle des projets

Les "propositions techniques" présentées par les entreprises demeurent leur propriété intellectuelle.

2.10 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

Sans objet.

2.11 Passation éventuelle d'un marché de reconduction

Sans objet.

2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2.13 Mesures particulières concernant l'organisation du chantier

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Tous les documents des concurrents seront rédigés en langue française. Cette obligation porte également sur tout document technique justifiant de la conformité d'un produit ou d'une norme non française dont l'équivalence est soumise à l'approbation du maître d'ouvrage.

Les offres seront présentées conformément au code des Marchés Publics présenté en euros et rédigées en français.

Le pli fermé doit comporter la mention :

NE PAS OUVRIR
REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN
COMMUNE DE KERLOUAN

3.1 Justification à produire quant aux qualités et capacités du candidat

1 - Les déclarations ou attestations sur l'honneur :

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet
- Une lettre de candidature ou bien l'imprimé DC1

2 - Les qualités et capacités de l'entreprise :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles - Imprimé DC2

- présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin

- certificats de qualifications professionnelles. Le pouvoir adjudicateur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- les attestations d'assurances en cours de validité seront remises par l'attributaire avant la notification du marché.

- Les entreprises pourront justifier de leurs capacités financières et professionnelles par tous moyens.

3.2 Justification à produire pour l'analyse de l'offre faite par le candidat

Un projet de marché comprenant :

- **L'Acte d'Engagement (A.E.)** complété, daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du (des) candidat(s) signataire(s) du marché. Cet Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation de sous traitance et d'agrément de conditions de paiement pour les sous-traitants désignés au marché. Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par la différence de son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.
Si le candidat désigne un ou plusieurs sous-traitant(s) lors de la remise de son offre, il doit compléter l'article 3 de l'acte d'engagement. Il joint à son acte d'engagement autant de demandes d'acceptation et d'agrément des conditions

de paiements des sous-traitants que de sous-traitants désignés au marché (annexe à l'acte d'engagement).

- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** complété, daté et signé.
- **Le mémoire technique de maximum 10 pages en recto-verso** justifiant des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Ce document comprendra toutes les justifications et observations de l'entrepreneur. En particulier, devra y être joint les documents ou renseignements suivants :
 - Prise en compte des spécificités du chantier : note explicative sur les observations, remarques, solutions et conclusions faites par le candidat, analyse succincte des lieux et conditions d'exécution.
 - Installations du chantier : note sur l'installation du chantier, situation des cabanes de chantier, stockage, clôture...
 - Planning prévisionnel des travaux.
 - Phasage des travaux avec points de contrôles et en tenant compte des zones de travaux et intervenants extérieurs (gestionnaires du camping) : note explicative du déroulement et enclenchement des travaux
 - Procédés d'exécution envisagés pour chaque opération (méthodologie, spécificité d'exécution et solutions proposées).
 - Moyens humains et matériels : L'entrepreneur explicitera son organisation, les moyens humains et matériels qu'il envisage de mettre en œuvre **pour ce chantier**. La nature et le montant des prestations que l'entrepreneur envisage de sous-traiter.
 - Fiches techniques énumérant et définissant les marques commerciales et fournisseurs des fournitures que le candidat propose en équivalence ou identique au CCTP
 - Principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier : équipements, signalisation préventions, démarche sécurité, etc.
 - Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) : Les procédures qualités: mode opératoire sur l'organisation des contrôles d'assurance qualité, note explicative sur la prise en charge du désordre, les moyens mis en œuvre et les délais d'intervention
 - Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Environnement (SOPAE) comprenant :

- Les dispositions de l'entreprise pour limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel et pour réduire les nuisances environnementales.
- Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets. Les méthodes employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les centres de stockage et/ou centre de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets. Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

- **Le CCAP signé**

- **Le CCTP signé**

La rédaction des offres se fera en langue Française uniquement.

Chacune des pièces ci-dessus mentionnées sera signée de la même personne ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché.

Toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles pour expliciter son offre pourront également être jointes.

L'absence de proposition du candidat implique son acceptation sans réserve, des normes, marques et modèles cités comme références dans le marché.

Le marché sera conclu soit avec un entrepreneur unique, soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

Un même mandataire ne peut présenter plusieurs groupements.

Les offres seront présentées sous enveloppe cachetée, contenant les pièces énumérées aux paragraphes 3.1 et 3.2 ci-dessus.

ARTICLE 4. JUGEMENT DES OFFRES

4.1 Critères d'attribution

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 et 55 du Code des Marchés Publics.

Les critères du Code des Marchés Publics retenus pour le jugement des offres seront examinés en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération
- Prix des prestations	60 %
- Valeur technique de l'offre	30 %
- Délais d'intervention	10 %

La notation et le classement seront effectués après examen des offres et selon le barème suivant :

1) PRIX DES PRESTATIONS : 60 pts

La notation s'effectuera suivant la règle arithmétique suivante :

-Une note de 60 points sera affectée au moins disant

-La note pour les autres offres sera attribuée selon le rapport ci-après :

$$\text{Points attribués} = 60 \times [P / Po]$$

P : prix le plus bas

Po : prix de l'offre considérée

2) VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE AU REGARD DU MEMOIRE TECHNIQUE :
30 pts

Le dossier ne sera pas retenu si le mémoire technique comporte plus de 10 pages recto-verso

Critère	Contenu	Valeur
N° 1 : Analyse et Planning	Prise en compte des spécificités du chantier	3 points
	Installations du chantier	3 points
	Planning prévisionnel des travaux	3 points
	Phasage des travaux	3 points
N° 2 : Méthodologie et moyens	Procédés d'exécution envisagés pour chaque opération	3 points
	Moyens humains et matériels utilisés en relation avec le chantier.	3 points
N° 3 : Matériaux et plantations	Provenance des principales fournitures et références des fournisseurs correspondants	3 points
N° 4 : Sécurité et hygiène	Principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.	3 points
N° 5 : Démarche qualité et environnement	Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ)	3 points
	Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Environnement (SOPAE)	3 points

Chaque sous-critère sera évalué suivant l'échelle de notation suivante :

NIVEAU D'APPRECIATION DES RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES FOURNIS PAR L'ENTREPRISE	ECHELLE DE NOTES APPLICABLES
Absence de renseignements	0
Insuffisant : Les documents fournis dans l'offre sont insuffisants par rapport aux critères, ne permettent pas de juger correctement le critère	1
Correct : Les documents fournis dans l'offre sont jugés succincts par rapport aux critères. Ces documents répondent au DCE d'une manière succincte.	2
Satisfaisant : Les documents fournis dans l'offre sont jugés satisfaisant par rapport aux critères. Ces documents sont correctement présentés et répondent de manière satisfaisante aux demandes du DCE	3

NOTA : La valeur technique des prestations sera appréciée dans la mesure où ces documents traiteront de manière précise le chantier faisant objet de cette consultation. Tous documents généralistes seront jugés inappropriés et dévaloriseront par conséquent l'offre du candidat.

3) DELAIS D'INTERVENTION : 10 pts

Le délai maximum est fixé par le maître d'ouvrage à l'article 4 de l'acte d'engagement pour la réalisation des travaux. Dans la limite de ce délai maximum, le candidat peut s'engager à réaliser les travaux dans un délai plus court.

La pondération se fera selon la formule suivante :

Points attribués = 10x [D en semaines / Do en semaines]

D : délai le plus court

Do : délai de l'offre considérée

4) CLASSEMENT GENERAL

Pour établir le classement général en fonction des critères de jugement retenus, le tableau suivant sera renseigné selon les critères énoncés ci-avant :

CRITERES	POINTS MAXI	ENTREPRISE 1	ENTREPRISE 2	ENTREPRISE 3
1. PRIX (60 PTS)	Note sur 60			
2. Valeur technique (30 pts)	Note sur 30			
3. Délais et planning d'exécution (10 pts)	Note sur 10			
TOTAL (100 PTS)				
CLASSEMENT GENERAL				

4.2 Rectification des offres

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail estimatif seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération. L'offre sera harmonisée avec l'acte d'engagement.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son détail estimatif et son acte d'engagement; en cas de refus, son offre sera éliminée, considérée comme non cohérente.

Pour le jugement de la consultation, le montant de l'offre pris en compte sera celui du montant de base.

4.3 Choix du titulaire

Le candidat désigné disposera d'un délai maximum de **10 jours francs**, à compter de la réception du Recommandé avec accusé de réception l'informant que son offre est

retenue, pour fournir à la Collectivité les attestations d'assurances en cours de validité, ainsi que les pièces mentionnées à l'article 46 du code des marchés, à savoir :

- les pièces mentionnées aux articles R.324-4 et R.324-7 du Code du Travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- les attestations d'assurances en cours de validité pour les responsabilités professionnelles.

A défaut de la fourniture de ces certificats dans le délai indiqué ci-dessus, son offre sera rejetée par la Collectivité, sans mise en demeure. Le candidat classé second pourra se voir attribuer le marché, sous réserve qu'il respecte lui-même les obligations indiquées dans le paragraphe précédent.

4.4 Négociation

Suivant les dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics modifié par Décret n°2008-1356 du 19 Décembre 2008 « Le pouvoir adjudicateur » peut négocier avec les candidats ayant présenté une offre. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix.

4.5 Classement

Le classement sera établi pour :

- offre de base + options

4.6 Généralités

« Le pouvoir adjudicateur » pourra à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER ET DE RECEPTION DES OFFRES

5.1 Modalités d'obtention du dossier

Les dossiers sont téléchargeables sur la plateforme de dématérialisation des marchés Mégalis (www.e-megalisbretagne.org).

5.2 Modalités de réception des offres

- L'offre pourra être remise directement, contre récépissé,
- Ou par pli recommandé avec accusé de réception

Les offres seront adressées à:

Au plus tard le VENDREDI 4 juillet 2014 A 12H00

Les dossiers remis ou reçus après la date et l'heure fixée ci-dessus ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs auteurs.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude ou pour se rendre sur le site, les entreprises devront s'adresser à :

Renseignements techniques :

Mlle Uguen Juliette
A3 PAYSAGE, paysagiste dplg
72, rue Amiral Troude - 29200 BREST
Tél : 02.98.33.25.25 - Fax : 02.98.80.11.76
Email : j.uguen@a3-paysage.fr

M. Reignet Alain
B3i, bureau d'étude VRD
105, rue de Siam 29200 BREST
Tél : 02.98.44.12.08 Fax : 02.98.80.27.89
Courriel : b3i.brest@b3i.fr

Renseignements administratifs :

M. Nelz-Moreau Gaël
Directeur Général des Services
Mairie de Kerlouan
Rue de la Côte des Légendes
Tél : 02 98 83 93 13
Courriel : dgs.mdk@wanadoo.fr